

Pont Adolphe: "Es muss Beton sein"

Für Bautenminister Claude Wiseler ist die Adolphe-Brücke das "Herzstück" der Stadt Luxemburg. Als Verkehrsknotenpunkt nutzen zu Spitzenzeiten durchschnittlich zweitausend Autos, hundertfünfzig Busse und sechshundertfünfzig Fußgänger pro Stunde diese Strecke. "Deshalb soll die Instandsetzung der 'Nei Bréck' auch Vorrang in Sachen Finanzierung genießen dürfen", so Wiseler. Präzise Zahlen liegen dem Bautenminister noch nicht vor, aber ersten Schätzungen zufolge, wird die favorisierte Totalsanierung des Pont Adolphe 25 Millionen Euro verschlingen. Der Bau einer neuen Brücke, die parallel zu der alten verlaufen soll, würde zusätzlich etwa 23 Millionen Euro kosten. Eine zwischenzeitliche Einrichtung käme den Staat hingegen nur 7 Millionen Euro zu stehen. Um aber mehr Raum für "mobilité douce" und für Buslinien zu schaffen, tendieren Bautenminister, Bürgermeister Paul Helminger und Verkehrsschöffe François Bausch eher zur definitiven Lösung. Die Renovierung wird auch deshalb so teuer, weil von der alten Konstruktion nicht viel übrig bleibt. Der Chef der Straßenverwaltung, Georges Molitor, meint, das hohe Verkehrsaufkommen setze Beton als Hauptverarbeitungsmaterial zwingend voraus.

Snacks auf Rädern

Unter dem Motto "Go4Lunch, Go4Work, Go4Culture" hat die Asti eine Reihe von Pilotprojekten für AsylbewerberInnen gestartet, deren Zielsetzung ist, den Betroffenen eine Beschäftigung im 'Niemand्सland der Asylprozedur' zu bieten und gleichzeitig ihre praktischen und theoretischen Kenntnisse zu erweitern, auch im Sinne einer eventuellen Eingliederung in den luxemburgischen Arbeitsmarkt. Bei "Go4Culture" handelt es sich um kulturelle Aktivitäten, die von Asylan-tInnen geplant und organisiert werden - wie etwa das Magazin "Secrets d'Afrique + worldwide", die Audio-CD "tous ensemble" oder Auftritte einer afrikanischen Musiktruppe. "Go4Lunch" ist eine Sandwicherie, die von der Asti mit Unterstützung des "Fonds Européen pour Réfugiés" gegründet wurde. Hier kümmern sich 24 AsylbewerberInnen aus sieben verschiedenen Nationen, die im Vorfeld Kochkurse in der Hotelschule in Diefkirch besucht sowie eine Einführung in Hygienekriterien und Abrechnungswesen absolviert haben, um die Zubereitung von belegten Brötchen, Sandwiches und Salaten sowie deren Lieferung per Fahrrad oder Bus. Eine breite Palette von exotischen bis saisonalen Leckereien vom Wrap africain über den Taboulé du Maroc bis hin zur klassischen Salade niçoise stehen im Angebot und können über Telefon 26 430 137 oder Internet (www.go4lunch.lu) bestellt werden. Die Aktion startet ab 4. Juli.

Les syndicats roulés dans la farine?

Ce mardi, pendant les débats parlementaires sur le projet de loi relatif à l'échelle mobile des salaires, le député CSV Norbert Hauptert a salué l'habilité du premier ministre lors des négociations tripartites. Il aurait pu en rajouter et saluer celle de l'ensemble du gouvernement et de la quasi-totalité des député-e-s. En effet, le projet de loi adopté par 55 voix contre 5 (celles des députés ADR et de l'indépendant Aly Jaerling), va encore au-delà des compromis consentis par les syndicats. A l'issue de la Tripartite d'avril, le gouvernement avait assuré que les décalages des tranches indiciaires n'en provoqueraient pas la perte. Le scénario que certains syndicalistes craignaient s'est donc réalisé: il n'y aura, jusqu'en 2009, qu'une seule tranche indiciaire par an. Dans un avis qu'elle a dû rapidement rédiger, tant la majorité tenait à évacuer à la va-vite le projet de loi, la Chambre des employés privés demande des précisions et rappelle "qu'à la fin de cette période transitoire, on revienne effectivement au système d'adaptation automatique". En outre, le projet prévoit également la désindexation de certaines prestations sociales qui seraient compensées par un crédit d'impôt que le gouvernement s'est engagé à élaborer avec les partenaires sociaux. Espérons pour les syndicats que, lors de ces négociations, Juncker ne se montre pas à nouveau trop "habile".

"Il faut proposer des alternatives aux OPA."
Alain Morin tente de dépasser le clivage entre acceptation et refus total de la fusion Mittal-Arcelor.

(photo: RK)



MITTAL-ARCELOR

"Etablir d'autres types de coopération"

woxx: Etes-vous surpris par ce soudain revirement en faveur de Mittal?

Alain Morin: Pas vraiment surpris, non. Je pensais depuis le début que Lakshmi Mittal arriverait à ses fins. Il avait bien vu que le capital d'Arcelor était très fragilisé faute d'actionnaires de référence. Face à un capital fortement distribué dans le public, augmenter l'attractivité financière de son offre représentait un argument efficace.

Les actionnaires sont donc les grands bénéficiaires de l'opération.

Ceux qui ont spéculé vont en tout cas avoir des plus-values considérables. Au total, les actionnaires bénéficieront d'environ six milliards d'euros, un capital qui manquera pour développer l'entreprise. Cette reprise s'est faite selon les règles des marchés financiers. Face aux exigences de rentabilité, les travailleurs risquent d'en essuyer les frais.

Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas bougé pendant tous ces mois?

Légalement, ils n'ont pas les moyens d'agir. Les droits des salariés en cas d'OPA se réduisent à l'information et à la consultation. Qu'ils soient d'accord ou non, cela ne change rien. Mais ce n'est pas seulement un problème de moyens légaux ou de rapport de force. Les syndicats n'ont pas de solutions alternatives à proposer. Ils voient bien

qu'il y a un problème, que la fusion répond aux exigences de la mondialisation. Dans la situation actuelle, il faut donc montrer qu'il existe des alternatives. On peut répondre autrement que par des OPA à la nécessité, par exemple, de coopérer entre sidérurgistes.

Les résistances se sont plutôt articulées en termes de patriotisme économique, chaque pays se préoccupant de l'avenir de ses sites.

Penser de cette manière, ce n'est pas penser l'avenir. Aujourd'hui, il n'y a plus de solutions nationales aux problèmes. Face au besoin de recherches extrêmement coûteuses, on a recours à des réseaux mondiaux. Ce n'est pas au niveau d'une nation qu'on peut financer le développement d'un nouveau produit sidérurgique.

Vous ne plaidez donc pas pour un retour à une industrie lourde étatisée?

Non, c'est un autre type de coopération qu'il faut. Le PCF a lancé l'idée d'une grande concertation au niveau européen, avec les Etats et les grands sidérurgistes, pour faire le bilan des besoins en termes d'emploi, de production et de recherche. On pourrait établir un protocole de coopération visant à développer ensemble des produits sidérurgiques et à dégager les financements nécessaires.

Les grandes fusions-acquisitions comme celle de Mittal-Arcelor ne produisent-elles pas le même effet?

Il ne s'agit pas d'une véritable coopération au niveau de l'ensemble de la filière. Lors d'une telle fusion, un groupe se renforce afin de mieux concurrencer, voire ruiner ses rivaux. Mais il est vrai que cette opération exprime le besoin de coopérer entre sociétés et de se rapprocher des fournisseurs et des sous-

traitants, le besoin de partager les coûts de la recherche et du développement.

La fusion Mittal-Arcelor ravive les inquiétudes sur la fermeture de sites et leur délocalisation vers les pays du Sud. Faut-il avoir peur des Indiens et des Chinois ou plutôt y voir une redistribution de la richesse à l'échelle mondiale?

Développer le Sud ne devrait pas passer par une guerre économique contre les pays développés. La croissance économique de pays comme la Chine devrait favoriser l'émergence d'une population qui consomme elle-même plus de biens. Et non pas se réduire à la fabrication de produits uniquement destinés à l'exportation vers le Nord. Il y a suffisamment de besoins non satisfaits dans les pays du Sud. Si la demande mondiale est insuffisante, c'est que le développement humain est insuffisant à l'échelle mondiale. Il faut donc oeuvrer au développement des populations du Sud, en répondant à leurs besoins: individuels, sociaux, de services publics, de santé. Ce qui nécessite une réorientation des financements, rendue aujourd'hui difficile par la manière dont les marchés financiers accaparent les capitaux disponibles.

Faut-il envisager de "fermer la bourse", comme l'a proposé Jacques Nikonoff, le président d'Attac?

Je ne suis pas un partisan de la bourse, mais je ne poserais pas la question en ces termes-là. J'ai souligné moi-même que l'importance de la spéculation handicape une croissance saine. Mais il ne faut pas en déduire qu'il n'y aurait plus de stratégies industrielles, que la logique spéculative déterminerait tout. Il n'y a pas de coupure totale entre la finance et l'industrie. Une partie des investisseurs recherchent justement des entreprises qui créent des richesses, et sont intéressés par les projets industriels. Une des raisons pour lesquelles les capitaux vont plutôt aux Etats-Unis est le niveau élevé des dépenses de recherche et développement là-bas, qui laisse espérer des profits futurs.

Ces investissements passent néanmoins par les marchés financiers.

Justement, il faudrait favoriser des types de financement, des mobilisations de ressources financières qui ne soient pas boursiers. On pourrait mettre en place un système de crédit sélectif pour des investitions favorables à l'emploi, notamment dans les PME. Des taux préférentiels seraient financés par l'argent public. En contrepartie, le crédit faisant appel aux marchés financiers serait renchéri à travers des mécanismes comme la taxe Tobin. Il faut arrêter de dire qu'on aurait besoin de la bourse. Souvenons-nous que suite à la crise de 1929, le rôle des bourses a fortement diminué. Le redémarrage de l'économie mondiale dans l'après-guerre s'est fait sans les marchés financiers.

Interview: Raymond Klein

Alain Morin

C'est dans le cadre d'un colloque sur Mittal-Arcelor organisé par Déi Lénk que nous avons interviewé Alain Morin. Il est rédacteur en chef de la revue "Economie et Politique", proche du Parti communiste français (PCF). D'autres experts issus des gauches radicales et syndicales des différents pays concernés par la fusion Mittal-Arcelor ont participé, parmi lesquels Jacques Nikonoff, président d'Attac-France. Ils ont tenté d'interpréter l'opération et de définir une stratégie internationale pour préserver les intérêts des travailleurs.